

At Home in Europe Project:

Les musulmans en Europe : un rapport sur 11 villes de l'Union européenne Conclusions et recommandations

Ce rapport présente une analyse comparative des données recueillies dans 11 villes, réparties sur sept pays européens. Il révèle des tendances communes et formule des recommandations au niveau local, national et international, dont certaines s'adressent à l'Union européenne (UE) ainsi qu'aux organismes internationaux. Bien qu'il n'ait pas la prétention de présenter la situation de l'ensemble des musulmans de ces villes, ce rapport permet néanmoins de montrer ce que vivent les communautés musulmanes dans des quartiers choisis d'Amsterdam et Rotterdam, d'Anvers, de Berlin et Hambourg, de Copenhague, de Leicester et Waltham Forest-Londres, de Marseille et Paris, et de Stockholm enfin.

Ces recherches s'inscrivent en réponse aux tendances majeures que l'on peut observer par rapport aux musulmans vivant en Europe : qu'ils soient citoyens ou immigrés, nés dans leur pays d'accueil ou nouvellement arrivés, les musulmans constituent une population hétéroclite et en pleine croissance, qui met l'Europe face à l'un de ses plus grands défis, à savoir, comment garantir à tous l'égalité des droits et des chances dans un environnement qui évolue rapidement vers toujours plus de diversité.

MYTHES OU RÉALITÉS ?

MYTHE : les musulmans ne veulent pas s'intégrer ; ils veulent vivre séparés du reste de la population.

RÉALITÉ :

- Les recherches menées par la fondation Open Society mettent à mal le mythe de la ségrégation et de l'aliénation, et révèlent de fait un tableau nettement plus positif de l'intégration au niveau local. La majorité des musulmans comme des non-musulmans s'identifient fortement à la ville et au pays où ils vivent. Soixante et un pour cent des musulmans expriment un fort sentiment d'appartenance à leur pays de résidence, et 72 pour cent d'entre eux ressentent fortement leur appartenance à la ville. À Anvers, par exemple, plus de 90 pour cent des personnes qui ont répondu à l'enquête expriment un sentiment d'appartenance « très fort » ou « assez fort » au niveau local. Daar staat tegenover dat 50 procent van alle moslimbevrageden die zichzelf identificeren met het land waar ze leven vindt dat ze in de bredere samenleving niet worden aanvaard als behorende tot dat land.
- Toutefois, 50 pour cent de l'ensemble des musulmans sondés estiment que la société au sens large ne les perçoit pas comme partie intégrante de leur pays de résidence.

MYTHE : Les besoins et les préoccupations des musulmans sont très différents de ceux des non-musulmans.

RÉALITÉ :

- Les besoins et le vécu des musulmans et des non-musulmans sont très semblables. Dans toutes les villes couvertes par l'enquête, les préoccupations quotidiennes tournent autour de la nécessité d'une éducation de meilleure qualité, d'une amélioration dans le domaine du logement, de rues plus propres, et d'une réponse aux problèmes de comportement antisocial et de délinquance.
- Dans toutes les villes étudiées, les musulmans souhaitent vivre dans des quartiers mixtes, et non dans des quartiers ségrégués. Les parents musulmans sont inquiets de l'impact de la ségrégation sur leurs enfants, ainsi que des discriminations dans l'accès au logement, qui les limitent dans le choix de leur lieu de résidence. Ils s'inquiètent également du fait que, dans certaines de ces villes, les programmes de rénovation urbaine, destinés à créer des quartiers plus mélangés, conduisent de fait à déplacer les personnes les plus défavorisées.

- Les musulmans comme les non-musulmans aiment vivre dans leurs quartiers mixtes, et s'en montrent fiers. La majorité des habitants perçoivent leur quartier comme un lieu où les gens s'entraident volontiers et se font confiance, et où des personnes de différentes origines et conditions cohabitent bien.

MYTHE : Les musulmans ne s'impliquent pas dans la vie politique, sociale et associative.

RÉALITÉ :

- Les musulmans qui disposent du droit de vote sont activement impliqués dans la vie politique, sociale et associative locale. La majorité des musulmans qui peuvent voter ont déjà pris part à des élections locales et nationales. Les musulmans les plus jeunes se sentent, plus que leurs aînés, en mesure d'influer sur les décisions prises à l'échelon local : 56 pour cent des musulmans sondés de moins de 20 ans pensent qu'ils peuvent peser sur les décisions politiques au niveau local.
- Plus de 70 pour cent des musulmans sondés ont déjà voté lors d'élections locales et nationales.
- Près de la moitié des musulmans sondés (47 pour cent) se sont engagés d'une manière ou d'une autre à participer à la vie civique au cours de l'année écoulée.
- Les partis politiques fondés sur la base de l'identité ethnique ou religieuse n'attirent guère les suffrages de l'électorat musulman ; les musulmans sont de plus en plus nombreux à se porter candidats à des fonctions politiques au sein des partis classiques. Cependant, ils y font l'objet d'une attention plus poussée et sont davantage questionnés en raison de leur origine.

PRINCIPALES CONCLUSIONS, CLASSÉES PAR DOMAINES

IDENTITÉ

« Je me sens vraiment chez moi à Leicester. Ici, on est une grande famille. Pour moi, c'est comme si tout Leicester était ma maison. » [Jeune femme britannique d'origine asiatique ayant répondu à l'enquête, tranche d'âge 20-29 ans, Leicester]

- Les musulmans ressentent des attaches plus fortes envers leur quartier et leur ville qu'envers leur pays de résidence. Plus de 55 pour cent de l'ensemble des sondés, dans chacune des 11 villes, répondent par l'affirmative à la question : « Les personnes de différentes origines cohabitent-elles ici en bons termes ? »
- Parmi ceux qui s'identifient à leur pays de résidence, 50 pour cent pensent toutefois qu'ils ne sont pas perçus, par la société au sens large, comme faisant partie intégrante du pays.
- Dans l'ensemble, 50 pour cent des musulmans sondés, contre 9 pour cent des non-musulmans, rapportent avoir fait l'expérience d'une discrimination religieuse au

moins une fois durant les 12 mois précédents. Plus d'un cinquième des musulmans ont fréquemment subi des discriminations religieuses au cours des 12 mois écoulés.

ÉDUCATION

« Sur qui repose la responsabilité ? Sur les parents, sur leur façon d'élever leurs enfants ? Est-ce l'école qui est responsable ? Ou encore le conseil municipal ? Tous ont leur part de responsabilité. Chacun doit assumer sa part du travail. Nous devons prendre nos responsabilités à la maison, l'école doit prendre les siennes sur son terrain. Nous partageons des responsabilités conjointes. » [Femme musulmane marocaine ayant participé à un groupe de discussion, tranche d'âge 40-49 ans, Amsterdam]

- Les musulmans réclament davantage de mixité ethnique au sein des écoles ; les parents sont inquiets de l'effet négatif que la ségrégation peut avoir sur les perspectives d'avenir d'un enfant.
- Certains élèves musulmans se heurtent toujours à des préjugés et à un trop faible niveau d'attentes de la part des enseignants.

CHANGEMENTS AU NIVEAU LOCAL

A Amsterdam, les services sociaux et éducatifs ont mis en place un programme innovant pour toucher les jeunes élèves chez qui l'on décèle un risque de sortie du système éducatif, parmi lesquels on compte un nombre significatif de musulmans. Dans le cadre du programme « 8 à 8 », des tuteurs sont disponibles pour conseiller, assister et orienter les élèves de 8 heures du matin à 8 heures du soir.

EMPLOI

« En Allemagne, la situation ne fait qu'empirer pour les femmes qui portent le voile. Elles ne peuvent trouver du travail que dans le secteur des services (et encore, si elles ont de la chance). Elles sont exclues des secteurs professionnels qui demandent des capacités intellectuelles. Il est très difficile pour elles de trouver de bon postes. » [Un sondé dans le cadre d'un groupe de discussion, Berlin]

- Beaucoup de musulmans font un travail marginal et faiblement rémunéré, ce qui les conduit à mener une vie professionnelle en retrait ou parallèle à celle du reste de la population.
- Les musulmans rencontrent presque trois fois plus de risques d'être touchés par le chômage que les non-musulmans ; 19,8 pour cent des musulmans qui ont répondu à l'enquête OSI sont chômeurs, contre 6,8 pour cent des non-musulmans.
- Les femmes qui choisissent de porter le voile sont discriminées sur le marché du travail.

CHANGEMENTS AU NIVEAU LOCAL

A Leicester, l'agence de conseil à l'emploi Job Centre Plus a pris l'initiative d'amener des employeurs locaux dans des centres communautaires, lieux de culte et mosquées, afin qu'ils puissent mieux prendre conscience des barrières à l'embauche auxquelles font face les minorités. Lors de la construction d'un nouveau centre commercial, l'agence a

entrepris une « tournée de promotion » pour mettre les nouveaux employeurs à l'honneur et les présenter à la communauté.

LOGEMENT

« J'aime ce quartier en raison de ses habitants : il y a une bonne atmosphère, et d'une façon générale les gens s'entendent bien. Il y a du respect mutuel, et les gens s'entraident autant qu'ils le peuvent ». [Femme malienne ayant répondu à l'enquête, tranche d'âge 30-39 ans, Paris]

- Les musulmans souhaitent vivre dans des quartiers où il y a un brassage des populations, ce qui contredit l'argument selon lequel la concentration géographique des musulmans reflète leur désir de vivre entre eux.
- Dans toute l'Europe, les discriminations dans le domaine du logement restreignent les musulmans dans le choix de leur lieu de résidence.

CHANGEMENTS AU NIVEAU LOCAL

A Copenhague, la politique municipale d'intégration se donne expressément pour but d'affronter le problème des zones résidentielles fragilisées, en combattant le chômage et les problèmes sociaux, et en améliorant l'image des logements sociaux: « Ces changements politiques entraîneront une hausse de la demande en logements publics, y compris de la part de familles aisées. ».

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

« En Allemagne, les services de santé sont d'excellente qualité. Qu'Allah les bénisse ! Nous n'aurions pas pu trouver de tels services en Turquie. J'en suis très satisfait » [Un participant à un groupe de discussion, Berlin]

- Les sondés expriment un très haut niveau de satisfaction quant aux soins de santé dont ils bénéficient. Il y a peu de témoignages de discrimination ou de traitements injustifiés, et la majorité des sondés ressentent du respect de la part des médecins et des établissements de santé envers les besoins des personnes de religion différente.

CHANGEMENTS AU NIVEAU LOCAL

Le Forum des communautés religieuses de Waltham Forest s'est allié au Partenariat stratégique local pour mettre en place un système de « prêcheurs pour la santé ». Le concept central de ce programme consiste à identifier et à former des représentants religieux locaux au sein des communautés musulmanes du quartier, et à s'appuyer sur leur position de leaders religieux pour répercuter des messages importants dans le domaine de la santé auprès de leurs fidèles.

MAINTIEN DE L'ORDRE ET DE LA SÉCURITÉ

« Les Africains subissent toujours des regards de travers et certains policiers se comportent différemment à leur égard. La seule fois où j'ai été contrôlé, le policier qui m'a rendu mes papiers me les a littéralement jetés au visage ! En dépit de tout cela, je me sens bien intégré et je suis heureux d'avoir obtenu la nationalité française. »

[Français d'origine sénégalaise ayant répondu à l'enquête, tranche d'âge 30-39 ans, Paris]

- Bien que le niveau général de confiance dans les forces de l'ordre demeure élevé (58 pour cent), on constate cependant que les jeunes musulmans de sexe masculin, nés en Europe, leur font peu confiance. Ce sont eux qui subissent le plus de discrimination et de traitements injustifiés de la part de la police.
- Lorsqu'il s'agit de déclarer des crimes et délits motivés par la haine ou la discrimination à la police, on note une grande différence entre les musulmans et non-musulmans. Au total, 36 pour cent des musulmans les déclarent à la police, contre 59 pour cent des non-musulmans.

CHANGEMENTS AU NIVEAU LOCAL

A Berlin, des contacts ont eu lieu entre la police et les associations culturelles des mosquées, à travers le développement « d'accords de coopération ». En 2003, la police locale du district de Neukölln, en partenariat avec l'association gérant la mosquée locale, a lancé un programme baptisé « TiK » (Transfert de compétences interculturelles). L'objectif du programme était de mettre en relation le personnel de la mosquée et des policiers venus de différents districts, et de formuler des directives nationales pour encadrer le comportement de la police dans ses interactions avec les mosquées et les musulmans.

PARTICIPATION ET CITOYENNETÉ

« J'aimerais bien être perçu comme un Allemand, non pas au sens national, celui du droit du sang, mais plutôt comme un citoyen et un membre à part entière de ce pays, avec mes diverses identités et autoperceptions, et mes multiples perspectives. » [Turc allemand ayant répondu à l'enquête, tranche d'âge 40-49 ans, Berlin]

- De nombreux musulmans qui ne sont pas citoyens de l'UE restent privés de droits civiques, notamment en France et en Allemagne, où ils ne disposent pas du droit de vote aux élections locales, alors même que beaucoup d'entre eux sont des résidents de longue date.
- Les partis politiques fondés sur la base d'identités ethniques ou religieuses n'ont pas gagné les faveurs de l'électorat musulman.
- De plus en plus de musulmans se portent candidats à des fonctions politiques dans le cadre des partis classiques ; cependant, ils soulèvent davantage de méfiance et d'interrogations en raison de leur origine.
- Les musulmans et non-musulmans expriment des niveaux similaires de confiance envers le gouvernement local et les institutions ; en revanche, les musulmans se montrent nettement moins nombreux à faire confiance aux assemblées parlementaires.
- Les sondés engagés dans des associations civiques représentatives de leur propre groupe ethnique ou religieux sont nettement plus enclins à faire confiance

aux conseils municipaux que ceux qui sont impliqués dans des associations mixtes, ce qui suggère qu'il est important que de tels groupes soient reconnus par les décideurs politiques locaux, et que cette reconnaissance contribue à donner confiance et à favoriser l'intégration.

MÉDIAS

« Nous devrions pousser les nôtres à s'engager dans le journalisme, à s'introduire sur ce terrain pour y changer les mentalités. Je pense que les opportunités sont là, et je crois que nous devrions les saisir pour que nos communautés soient davantage impliquées. » [Un participant à un groupe de discussion, Leicester]

- L'un dans l'autre, les sondés musulmans considèrent le traitement des médias locaux comme plus neutre, plus équilibré et mieux représentatif de la communauté musulmane que celui des médias nationaux.
- Les sondés musulmans pensent que l'attention médiatique constante et disproportionnée dont ils font l'objet dans plusieurs pays européens a contribué, de façon négative, à renforcer les stéréotypes et les préjugés.
- Cette couverture généralement négative par les médias a également fortement incité les individus, la société civile et les institutions publiques à s'engager davantage dans le débat médiatique, et à concentrer leurs efforts sur la nécessité d'encourager davantage de musulmans à travailler dans les médias.

CHANGEMENTS AU NIVEAU LOCAL

En Belgique, le réseau de télévision public VRT a signé une charte de la diversité, qui stipule qu'un média public de masse se doit de refléter la diversité de la population. L'émission *Rwina*, diffusée par la VRT, fait partie de ces efforts déployés en Flandre pour accroître la visibilité des jeunes issus de minorités ethniques. Cependant, dans les groupes de discussion de l'enquête OSI, des critiques ont été émises selon lesquelles l'émission reproduirait des stéréotypes.

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Au niveau municipal :

- Les villes doivent lancer des politiques de rénovation urbaine qui garantissent l'accès au logement pour tous et une large mixité ethnique dans les quartiers.
- Les responsables municipaux doivent trouver des moyens de maintenir des zones où les appartenances ethniques et religieuses sont mélangées, et s'assurer que les musulmans ne sont pas limités dans le choix de leur lieu de résidence par les discriminations et les préjugés.
- Les décideurs politiques locaux doivent mettre en œuvre des campagnes municipales qui mettent l'accent sur

une identité de la ville qui soit partagée unanimement ; il s'agit d'un moyen efficace pour améliorer la cohésion et accroître le sentiment d'appartenance. Amsterdam, Anvers et Copenhague sont trois exemples de villes qui ont lancé avec succès ce type de campagnes.

- Les décideurs politiques locaux doivent se pencher avec attention sur les écoles, les commerces, les entreprises et les lieux de travail, et trouver des façons d'augmenter les interactions au sein de la communauté, entre différents groupes ethniques et religieux.

Au niveau national :

- Compte tenu des résultats des recherches menées par l'OSI, qui affichent une préférence générale pour la mixité dans les quartiers, les élus nationaux devraient s'assurer que les discriminations ne constituent pas une barrière au libre choix du lieu de résidence. Les élus devraient lancer des politiques de rénovation urbaine garantissant l'accès au logement pour tous et une large mixité ethnique dans les quartiers.
- Les élus nationaux devraient envisager, si nécessaire, une réforme des lois sur la nationalité pour les citoyens de pays tiers installés de longue date, de façon à ce que la naturalisation devienne l'horizon naturel et souhaité de la résidence (comme aux États-Unis, au Canada et en Australie), et de façon à permettre la double nationalité.
- Les élus nationaux devraient envisager d'étendre aux résidents étrangers de longue date le droit de vote aux élections locales pour répondre aux inquiétudes exprimées quant à la légitimité démocratique des responsables politiques élus dans des zones où une large part de la population est privée du droit de vote.

Au niveau de l'UE :

- L'UE doit encourager l'adoption de principes d'égalité de traitement qui couvrent les discriminations sur la base de la religion et des croyances, dans les domaines de l'éducation, du logement, des transports, et de la fourniture des biens et des services. Il est crucial que les mesures mises en place pour affronter les préjugés et les stéréotypes soient encouragées par un soutien et un engagement publics.
- Les agences de statistiques et les projets de recherche de l'UE devraient recueillir des données précises sur les minorités, apportant ainsi leur soutien, pour faciliter l'intégration et lutter contre les discriminations, à des politiques publiques fondées sur les faits.
- L'UE devrait mettre en place un espace de dialogue entre les villes pour permettre le partage d'informations et de bonnes pratiques sur la collecte de données éducatives relatives aux élèves issus de minorités.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Pour de plus amples informations au sujet de ces conclusions et du projet *At Home in Europe*, veuillez prendre contact avec :
Klaus Dik Nielsen, Advocacy Officer, *At Home in Europe* | Open Society Foundations
Bureau: +44 (0) 207 031 1714 | Portable: +44 (0) 791 769 5286 | klaus.nielsen@osf-eu.org
www.soros.org/initiatives/home